

**LES PEP ATLANTIQUE ANJOU**

**2 Rue des Renards**

**44 300 NANTES**

----- : -----

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**AEC Commissariats**

Cocerto Audit

1 rue Édouard Nignon - CS 77214

44372 Nantes Cedex 3

02 40 68 20 20

[nantes@cocerto.fr](mailto:nantes@cocerto.fr)

**LES PEP ATLANTIQUE ANJOU**

**2 Rue des Renards**

**44 300 NANTES**

----- ; -----

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024**

\*\*\*\*\*

À l'Assemblée Générale de l'association LES PEP ATLANTIQUE ANJOU,

**I. - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LES PEP ATLANTIQUE ANJOU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II. - Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **III. - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des provisions pour risques et charges et des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **IV. - Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres adhérents.

## **V. - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VI. - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes  
Le 28 mai 2025

**Pour la société AEC COMMISSARIATS  
Cocerto-Audit**

**Yves BOUTRUCHE**  
Commissaire aux comptes

PEP ATLANTIQUE ANJOU

**BILAN ACTIF**

01/01/2024 AU 31/12/2024

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Concessions, brevets et droits similaires	9 624	9 236	387	687
Immobilisations incorporelles	287 815	49 835	237 980	314 293
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	1 194 120		1 194 120	1 194 120
Constructions	8 424 852	1 517 847	6 907 005	7 327 206
Installations techniques, matériel	259 147	172 439	86 708	78 939
Autres immobilisations corporelles	1 232 042	661 794	570 248	523 873
Immobilisations corporelles en cours			-	-
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Créances rattachées			-	-
Autre titres immobilisés	51 348		51 348	201 358
Autres immobilisations financières	52 937		52 937	56 853
<b>TOTAL (I)</b>	<b>11 511 885</b>	<b>2 411 151</b>	<b>9 100 733</b>	<b>9 697 330</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
<b>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE</b>	7 801		7 801	6 210
<b>CREANCES</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	746 122	2 308	743 815	188 261
Autres créances	534 326	23 034	511 292	837 741
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
<b>DISPONIBILITES</b>	1 222 741		1 222 741	1 553 553
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	24 904		24 904	27 549
<b>TOTAL (II)</b>	<b>2 535 895</b>	<b>25 341</b>	<b>2 510 553</b>	<b>2 613 314</b>
<b>FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>14 047 779</b>	<b>2 436 493</b>	<b>11 611 287</b>	<b>12 310 644</b>

**BILAN PASSIF**

01/01/2024 AU 31/12/2024

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>ECART (Valeur)</b>
<b>FONDS PROPRES</b>			
<b>FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>			
Fond associatif avec droit de reprise - GESTION PROPRE	60 000	70 000	- 10 000
Fond associatif avec droit de reprise - GESTION CONTROLEE	444 120	444 120	-
<b>RESERVES</b>			
Autres réserves - GESTION CONTROLEE	150 921	150 921	-
<b>REPORT A NOUVEAU</b>			
Report à nouveau - GESTION PROPRE	457 462	593 805	- 136 343
Report à nouveau - GESTION CONTROLEE	519 383	923 218	- 403 835
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
Résultat de l'exercice - GESTION PROPRE	- 16 070	- 136 343	120 273
Résultat de l'exercice - GESTION CONTROLEE	- 282 418	- 403 835	121 417
<b>SITUATION NETTE (sous total) - GESTION PROPRE</b>	<b>501 392</b>	<b>527 462</b>	- 26 070
<b>SITUATION NETTE (sous total) - GESTION CONTROLEE</b>	<b>832 006</b>	<b>1 114 424</b>	- 282 418
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			
Subvention d'investissement - GESTION PROPRE	76 889	83 790	- 6 901
Subvention d'investissement - GESTION CONTROLEE	2 662 767	2 850 877	- 188 110
Provisions règlementées - GESTION PROPRE			
Provisions règlementées - GESTION CONTROLEE	40 889	36 259	4 630
<b>TOTAL (I)</b>	<b>4 113 942</b>	<b>4 612 811</b>	- 498 869
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>			
Fonds dédiés sur projets - GESTION PROPRE	389 384	313 861	75 523
Autres fonds dédiés - GESTION CONTROLEE	246 043	269 173	- 23 130
<b>TOTAL (II)</b>	<b>635 427</b>	<b>583 034</b>	<b>52 393</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>			
Provisions pour risques	163 053	166 353	- 3 300
Provisions pour charges			-
<b>TOTAL (III)</b>	<b>163 053</b>	<b>166 353</b>	- 3 300
<b>DETTES</b>			
<b>DETTES FINANCIERES</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissement de crédit	5 210 685	5 577 464	- 366 778
Emprunts et dettes financières divers	17 729	35 618	- 17 889
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUES SUR COMMANDES EN COURS</b>	183 527	108 732	74 794
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	381 694	322 399	59 295
Dettes sociales et fiscales	774 622	723 645	50 977
Redevables créditeurs			
<b>DETTES DIVERSES</b>			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	26 496	- 26 496
Autres dettes	11 396	48 508	- 37 112
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	119 212	105 584	13 628
<b>TOTAL (V)</b>	<b>6 698 865</b>	<b>6 948 446</b>	- 249 581
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>11 611 287</b>	<b>12 310 644</b>	- 699 357

PEP ATLANTIQUE ANJOU

**COMPTE DE RESULTAT**

01/01/2024 AU 31/12/2024

			ECART (Valeur)
	2024	2023	2024-2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>			
Ventes de marchandises	592	638	- 46
Production de biens et services	3 158 969	2 831 656	327 313
Produits de tiers financeurs	6 962 226	6 190 179	772 047
Subventions d'exploitation	1 512 115	1 546 487	- 34 372
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	115 678	521 801	- 406 123
Utilisation des fonds dédiés	329 991	84 274	245 717
Autres produits (dont CPO FGPEP)	178 249	143 508	34 741
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>12 257 820</b>	<b>11 318 543</b>	<b>939 277</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2)</b>			
Achats marchandises	1 527	1 770	- 243
Autres achats et charges externes	4 325 769	4 294 888	30 881
Impôts, taxes et versements assimilés	483 595	495 795	- 12 200
Rémunération du personnel	4 827 300	4 670 033	157 267
Charges sociales	1 564 638	1 507 011	57 627
Dotations aux amortissements	660 456	616 773	43 684
Dotations aux provisions	37 975	15 308	22 667
Report en fonds dédiés	382 384	313 861	68 523
Autres charges	444 916	80 768	364 148
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>12 728 561</b>	<b>11 996 207</b>	<b>732 354</b>
<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 470 741</b>	<b>- 677 664</b>	<b>206 923</b>
<b>2- RESULTAT FINANCIER</b>	<b>- 48 353</b>	<b>- 42 131</b>	<b>- 6 222</b>
<b>3- RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>230 696</b>	<b>180 231</b>	<b>50 465</b>
IMPOT SUR LE BENEFICE (4)	10 090	614	9 476
<b>TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3 + 4)</b>	<b>- 298 488</b>	<b>- 540 178</b>	<b>241 690</b>
DONT EN GESTION PROPRE	- 16 070	- 136 343	120 273
DONT EN GESTION CONTROLEE	- 282 418	- 403 835	121 417
Dont reprise résultat antérieur	- 525 604	- 420 620	- 104 984
<b>TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3 + 4) HORS REPRISE RESULTAT ANTERIEUR</b>	<b>227 116</b>	<b>- 119 557</b>	<b>346 674</b>
DONT EN GESTION PROPRE	- 16 070	- 136 343	120 273
DONT EN GESTION CONTROLEE	243 186	16 785	226 401

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mise en disposition gratuite de biens	48 323	48 323
Personnel mis à disposition	1 333 896	331 827
<b>TOTAL</b>	<b>1 382 219</b>	<b>380 150</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mise en disposition gratuite de biens	48 323	48 323
Personnel mis à disposition	1 333 896	331 827
<b>TOTAL</b>	<b>1 382 219</b>	<b>380 150</b>
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS EN NATURE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



# 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« Elle a pour objet dans le cadre du projet fédéral :

- de contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, en concourant au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale ;
- de contribuer à l'édification d'une société inclusive, permettant à chaque citoyen de jouer le rôle social qu'il souhaite ;
- d'apporter un accompagnement matériel, moral et social, aux enfants, aux adolescents, aux adultes, à leur famille, à leurs proches aidants tout particulièrement aux personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité ou de fragilité, d'exclusion sociale, de handicap ou de perte d'autonomie, ou ayant besoin d'une protection ;
- de permettre à toute personne d'accéder à ses droits : à la santé, à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, aux loisirs, à une vie culturelle ou à des activités sportives afin de faciliter l'exercice de sa citoyenneté ;
- de participer au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social, culturel, de loisirs, sportif, etc. ;

Pour cela l'association représente le mouvement PEP auprès de toute institution ou organisme public dans les départements qui la composent et mène les actions qu'elle estime nécessaire en termes de plaidoyer ou d'interpellation en lien étroit avec l'OARPEP ou l'ARPEP et la tête de réseau de la FGPEP. Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social.

Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 1.1 Nature et périmètre des activités réalisées

La nature et le périmètre des activités réalisés durant l'exercice peuvent être résumés ainsi :

Nature des activités	Périmètre géographique	Public
Centre de Vacances	France	Enfants / Adolescents
Poney Club	Campbon	Enfants / Adolescents
Accueils Périscolaires et Centres de Loisirs	Communautés de Communes Estuaire et Sillon, Communauté de Communes Pays de Pontchâteau Saint-Gildas-des-Bois, Communauté de Communes de Nozay	Enfants
Médiation scolaire	Nantes et sa périphérie	Enfants
Service d'Assistance Pédagogique à Domicile, à l'Hôpital ou à l'Ecole	Département de Loire-Atlantique et du Maine et Loire	Enfants / Adolescents
Accueil Jeunes	Guérande	Adolescents
Lieu d'Accueil Enfants Parents	Communauté de Communes Cap Atlantique	Enfants et leurs parents
Espace numérique	St Nazaire	Enfants / Adolescents
Protection de l'Enfance	Département de Loire-Atlantique	Adolescents / Jeunes Adultes

## 2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### 2.1 Faits Caractéristiques de l'exercice

En Janvier 2024, un nouveau service d' « Accueil, d'Orientation et d'Observation » (AOO) de la Protection de l'Enfance a été ouvert au sein de l'Association. Ce service a intégré le site de La Marjolaine à La Turballe en Février 2024.

A l'été 2024, l'Association a accueilli plusieurs Séjours Nationaux Universels (SNU) sur le site de La Marjolaine à La Turballe.

### 2.2 Faits postérieurs à la clôture

Lors de son Conseil d'Administration du 18 décembre 2024, la Fédération Générale des PEP a accordé à l'Association un emprunt de 100 K€ sans intérêt. Les fonds ont été reçus le 6 février 2025.

## 3 Principes et méthodes comptables

### 3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### 3.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode ayant un impact significatif.

#### 3.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### 3.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

### 3.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### 3.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

## 4 Informations relatives aux postes du bilan

### 4.1 Actif immobilisé

#### *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

L'association a identifié des immobilisations décomposables procurant des avantages économiques selon un rythme différent, qui sont comptabilisées séparément.

L'Association considère que l'amortissement linéaire représente le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de l'utilisation probable des biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations qui sont en général :

Construction sur sol d'autrui	entre 30 et 50 ans
Agencement de construction	entre 3 et 10 ans
Matériel à usage éducatif	entre 3 et 10 ans
Installation générale, agencement et aménagement divers	entre 3 et 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	entre 2 et 7 ans
Cheptel	entre 2 et 10 ans

#### *Immobilisations financières*

Les titres de participation, les créances rattachées aux participations, les prêts et cautionnements et autres créances immobilisées sont comptabilisées à leur coût historique.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### 4.1.1 Etat de l'actif immobilisé brut

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Acquisitions	Dont SAMNA	Mise au rebut	Par cession ou transfert	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLE</b> <b>Total I</b>	<b>355 393</b>	<b>1 636</b>	<b>1 636</b>	<b>810</b>	<b>58 780</b>	<b>297 438</b>
205 000 - Concessions brevets	10 434			810	-	9 624
208 000 - Autres immo incorporelles	286 179	1 636	1 636			287 815
232 000 - Immobilisations incorporelles en cours	58 780				58 780	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> <b>Total II</b>	<b>10 842 698</b>	<b>275 159</b>	<b>127 132</b>	<b>7 697</b>	<b>-</b>	<b>11 110 161</b>
2112000 - Terrains	1 194 120				-	1 194 120
213 100 - Constructions	8 411 040	10 823	10 823		-	8 421 862
214 500 - Installations Générales Agencement Aménagement sur construction	2 990			-		2 990
215 300 - Installations caractère spécifique	93 648	3 636				97 284
215 400 - Matériels	122 045	29 357				151 402
215 700 - Agts matériel et outillage	8 239	2 221	2 221	-		10 461
218 100 - Agencements Aménagements Installations D	161 157	111 300	20 824			272 458
218 200 - Matériel de transport	539 243	69 289	64 346			608 532
218 300 - Matériel de bureau et matériel informatique	92 116	15 750	11 226	2 434		105 433
218 400 - Mobiliers	181 853	17 692	17 692	575,77		198 969
218 500 - Cheptels	36 247	12 500		4 687		44 060
231 000 - Immobilisations corporelles en cours		2 590				2 590
Avances et acomptes	-					-
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b> <b>Total III</b>	<b>258 211</b>	<b>68 781</b>	<b>18 591</b>	<b>222 707</b>	<b>-</b>	<b>104 285</b>
271 800 - Autres titres	201 358	50 190		200 200		51 348
275 000 - Dépôt et cautionnement	56 853	18 591	18 591	22 507		52 937
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>11 456 302</b>	<b>345 576</b>	<b>147 359</b>	<b>231 214</b>	<b>58 780</b>	<b>11 511 885</b>

#### 4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Libellé	Amortissements Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024 et compte 68	Diminutions 2024	Amortissements Fin d'Exercice 2024
<b>Amortissements des Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val	9 746	300	810	9 236
Autres Immo Incorporelles	30 666	19 168	0	49 835
<b>Amortissements des Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains de gisement	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrain	0	0	0	0
Constructions	1 083 833	431 024		1 514 857
Constructions sur sol d'autrui	2 990	0	0	2 990
Installations techniques, matériel et outillage	144 993	27 446	0	172 439
Autres immobilisations corporelles :	486 744	182 518	7 468	661 794
Installations générales, agencements, aménagements	46 988	20 723		67 711
2818100 AMORT INSTA. GENERALES AU	262 502	103 522		366 025
Matériel de transport				0
2818200 AMORT MAT TRANSPORTS				0
Matériel de bureau et matériel informatique	60 261	18 748	2 434	76 576
2818300 AMORT MAT BUREAU INFORM	0			0
Mobilier	94 740	37 078	347	131 471
2818400 AMORT MOBILIER	0			0
Cheptel	22 252	2 447	4 687	20 012
2818500 AMORT CHEPTEL	0			0
	0			0
	0			0
<b>Total Amortissements Immobilisations corporelles</b>	<b>1 718 560</b>	<b>640 988</b>	<b>7 468</b>	<b>2 352 080</b>
<b>Amortissements Immobilisations mises en réserve</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>1 758 973</b>	<b>660 456</b>	<b>8 278</b>	<b>2 411 151</b>

## 4.2 Actif circulant

### 4.2.1 Etat des créances

Etat des créances	Montant	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Autres immobilisations financières	104 285	104 285	-
<b>De l'actif circulant</b>			
Avances, acomptes sur commandes	7 801	7 801	
Clients et comptes rattachés	746 122	746 122	
Autres créances (subventions...)	534 326	534 326	
Personnel et comptes rattachés		-	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	
Autres impôts taxes et versements assimilés		-	
Charges constatées d'avance	24 904	24 904	
<b>TOTAL</b>	<b>1 417 438</b>	<b>1 417 438</b>	<b>-</b>

### 4.2.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 24 904 € et sont relatifs à l'exploitation.

## 4.3 Dépréciations de l'actif

	Valeur brute début d'exercice	Augment.	Dont SAMNA	Reclassement	Diminutions Sorties /	Valeur brute fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles						-
Sur immobilisations corporelles						-
Sur titres mis en équivalence						-
Sur titres de participation						-
Sur autres immobilisations financières						-
Sur stocks et en-cours						-
Sur comptes clients	3 379	1 328			2 399	2 308
Sur autres créances		23 034	23 034			23 034
<b>TOTAL</b>	<b>3 379</b>	<b>24 362</b>	<b>23 034</b>	<b>-</b>	<b>2 399</b>	<b>25 342</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>418 565</b>	<b>48 724</b>	<b>46 068</b>	<b>-</b>	<b>34 088</b>	<b>433 201</b>

## 4.4 Fonds propres

### 4.4.1 Tableau de variation des fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

	31/12/2023	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Reclassement	31/12/2024
<b>FOND PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>514 120</b>	-	-	<b>10 000</b>	-	<b>504 120</b>
Dont Fond associatif FGPEP	70 000			10 000		60 000
Dont subvention équipement CD	444 120					444 120
<b>RESERVES</b>	<b>150 921</b>	-	-	-	-	<b>150 921</b>
Dont Réserve trésorerie SAMNA	110 921					110 921
Dont Réserve de compensation SAMNA	40 000					40 000
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>1 517 023</b>	- <b>540 178</b>	-	-	-	<b>976 845</b>
Dont Gestion propre	593 805	- 136 343				457 462
Dont gestion contrôlée	923 218	- 403 835				519 383
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>- 540 178</b>	- <b>540 178</b>	-	<b>298 488</b>	-	<b>- 298 488</b>
Dont Gestion propre	- 136 343	- 136 343		16 070		- 16 070
Dont gestion contrôlée	- 403 835	- 403 835		282 418		- 282 418
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>1 641 886</b>	- <b>1 080 356</b>	-	<b>308 488</b>	-	<b>1 333 398</b>
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 934 666</b>	-	<b>2 300</b>	<b>197 310</b>	-	<b>2 739 656</b>
Dont Gestion propre	83 789		2 300	9 200		76 889
Dont gestion contrôlée	2 850 877			188 110		2 662 767
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>36 259</b>	-	<b>4 630</b>	-		<b>40 889</b>
Dont Gestion propre	-					-
Dont gestion contrôlée	36 259		4 630			40 889
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>4 612 811</b>	- <b>1 080 356</b>	<b>6 930</b>	<b>505 798</b>	-	<b>4 113 943</b>
<b>DONT GESTION PROPRE</b>	<b>611 251</b>	- <b>272 686</b>	<b>2 300</b>	<b>35 270</b>	-	<b>578 281</b>
<b>DONT GESTION CONTROLEE</b>	<b>4 001 560</b>	- <b>807 670</b>	<b>4 630</b>	<b>470 528</b>	-	<b>3 535 662</b>

#### 4.4.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)		457 461,80
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		682 893,52
• Charges rejetées	157 016,62	
• Charges et produits dont la prise en compte est différée	6 493,86	
<b>Solde</b>		<b>976 844,84</b>



#### 4.4.3 L'excédent effectif de l'entité gestionnaire

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N
Résultat comptable	-298 487,89
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	525 604,26
= Excédent ou déficit effectif global	227 116,37
Dont résultat effectif sous gestion propre	-16 070,04
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	243 186,41

#### 4.4.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	3 435 178	1 245		3 436 423
Quotes-parts virées au résultat	500 511	196 256		696 768
Montant net en fonds propres	2 934 667	-195 011	0	2 739 655

#### 4.4.5 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subventions d'exploitations</b>	<b>253 301,00</b>	<b>329 384,00</b>	<b>253 301,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>329 384,00</b>	<b>0,00</b>
CAF - Malles pédagogiques	3 000,00		3 000,00			0,00	
CAF - Nature Quilly	3 000,00		3 000,00			0,00	
DIHAL - Médiation scolaire	239 301,00	329 384,00	239 301,00			329 384,00	
CD - Evaluation Externe	8 000,00		8 000,00			0,00	
<b>Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS</b>	<b>205 671,51</b>	<b>0,00</b>	<b>9 883,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>195 788,02</b>	<b>0,00</b>
Contributions pour renouvellement des immobilisations	205 671,51		9 883,49			195 788,02	
Autres contributions financières affectées						0,00	
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>	<b>60 560,00</b>	<b>53 000,00</b>	<b>53 560,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>
FGPEP - Projet innovant Espace Numérique St Nazaire	24 560,00		24 560,00			0,00	
FGPEP - Projet innovant Médiation Scolaire	18 000,00	25 000,00	11 000,00			32 000,00	
Fondation de France - Médiation scolaire	18 000,00		18 000,00			0,00	
FGPEP - Projet innovant Vacances familiales		25 000,00				25 000,00	
Actions diverses - SPOT 15-25		3 000,00				3 000,00	
<b>TOTAL</b>	<b>519 532,51</b>	<b>382 384,00</b>	<b>316 744,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>585 172,02</b>	<b>0,00</b>

#### 4.4.6 Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
<b>Rubriques (a)</b>	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	36 259	4 630		40 889
Provisions pour risques	166 353	12 700	16 000	163 053
Provisions pour charges				0
<b>Total</b>	<b>202 612</b>	<b>17 330</b>	<b>16 000</b>	<b>203 942</b>

## 4.5 Dettes

### 4.5.1 Etat des dettes

Etat des dettes	Montant	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit	5 210 685	330 417	1 233 718	3 646 550
Emprunts et dettes financières diverses	17 729			17 729
Avances, acomptes sur commandes	183 527	183 527		
Fournisseurs et comptes rattachés	381 694	381 694		
Personnel et comptes rattachés	300 945	300 945		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	381 109	381 109		
Impôts sur les bénéfices		-		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	92 568	92 568		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés		-		
Autres dettes	11 396	11 396		
Produits constatés d'avance	119 212	119 212		
<b>TOTAL</b>	<b>6 698 865</b>	<b>1 800 868</b>	<b>1 233 718</b>	<b>3 664 279</b>

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	342 330

#### 4.5.2 Charges à payer

DETAIL DES CHARGES A PAYER	
	2024
<b>Fournisseurs factures non parvenues</b>	
compte 408100 - Fournisseurs factures non parvenues	93 769 €
compte 408400 - Fournisseurs d'immos factures non parvenues	
<b>TOTAL</b>	<b>93 769 €</b>
<b>Personnel charges à payer</b>	
compte 428200 - personnel congés à payer	272 130 €
compte 428600 - personnel charges à payer	17 540 €
<b>TOTAL</b>	<b>289 670 €</b>
<b>Organismes sociaux charges à payer</b>	
compte 438200 - charges pour congés payés	114 150 €
compte 438600 - organismes sociaux charges à payer	8 024 €
<b>TOTAL</b>	<b>122 174 €</b>
<b>Dettes fiscales à payer</b>	
compte 448200 - Charges fiscales à payer	3 905 €
compte 448600 - Autres charges fiscales à payer	
<b>TOTAL</b>	<b>3 905 €</b>
<b>Autres charges à payer</b>	
compte 4672500 - Epargne jeunes	127 €
compte 468600 - Autres charges à payer	5 114 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 241 €</b>
	<b>514 758 €</b>

#### 4.5.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 119 212 € et concernent l'exploitation.

## 5 Informations relatives aux postes du compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 5.1 Résultats par activité

	31/12/2024
Siège	88 420,64
La Marjolaine	-144 508,26
La Ducherai	-22 857,47
Poney Club Campbon	-20 226,69
DEL Placement	15 366,61
ALSH Campbon	2 341,56
ALSH Quilly	20 418,24
ALSH La Chapelle Launay	12 053,52
Prinquiau	5 950,75
ALSH Ste Anne de Brivet	12 762,93
La Grigonnais	7 668,06
Accueil Jeunes Guérande	-242,15
ALSH Héric	4 664,93
LAEP	10 370,49
ESPACE NUMERIQUE	-1 969,03
MEDIATION SCOLAIRE	315,85
SAPADHE ET PREO	-6 600,02
<b>Total Gestion Propre</b>	<b>-16 070,04</b>
SAMNA	-112 091,24
SAMNA RENFORCE	-63 230,04
MEAL	-64 646,50
AOO	-48 463,63
ACCUEIL SOLIDAIRE	6 013,56
<b>Total Gestion Contrôlée</b>	<b>-282 417,85</b>

## 5.2 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Mise à disposition de personnel

L'Education Nationale met à la disposition de l'Association Territoriale PEP ATLANTIQUE ANJOU 4.0 enseignants pour la coordination du service d'Aide Pédagogique à Domicile le SAPADHE/SAPADHE-PREO.

**La valorisation de ces mises à disposition pour l'année 2024 est de 354 737 €.**

- Mise à disposition de locaux

Par des conventions séparées,

- La commune de La Chapelle Launay
- La commune de Campbon
- La commune de QUILLY
- La commune de PRINQUIAU
- La commune de STE ANNE SUR BRIVET
- La commune de GUERANDE
- La commune de HERIC
- La commune de LA GRIGONNAIS

ont mis à la disposition de l'Association PEP ATLANTIQUE ANJOU, des locaux à destination des Centres de Loisirs (A.L.S.H, APS et TAP) et des espaces jeunes (GUERANDE). La comptabilisation d'un loyer afférent à ces locaux conduirait à majorer la contribution financière des communes, du même montant.

**Les montants estimés par les communes représentent un montant total de 48 322 €.**

- Valorisation du bénévolat

L'Association Territoriale PEP ATLANTIQUE ANJOU a bénéficié d'heures de bénévolat détaillées et valorisées de la façon suivante :

Catégories	Nombre d'heures	Valorisation	Méthode
<b>Président</b>	151.50	9 904 €	Selon coût horaire d'un salarié équivalent
<b>Administrateurs</b>	299	15 278 €	Selon coût horaire d'un salarié équivalent
<b>Familles Solidaires</b>	23 962	572 387 €	Selon coût horaire d'un salarié équivalent
<b>TOTAL</b>		<b>597 569 €</b>	

### 5.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2024, les honoraires du commissaire aux comptes ont été provisionnés à hauteur de 9 600 € TTC.

## 6 Autres informations et engagements

### 6.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

L'association LES PEP ATLANTIQUE ANJOU ci-après dénommée l'entreprise, respecte les conditions cumulatives prévues par les paragraphes 1 et 3 de l'article L.3332-17-1 du code du travail, à savoir :

- L'entreprise poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale définie à l'article 2 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

- La politique de rémunération de l'entreprise satisfait aux deux conditions suivantes :

a) La moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet,

un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;

b) Les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré n'excèdent pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à dix fois la rémunération annuelle mentionnée au a) ;

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif précise que la rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doit figurer en annexe des comptes annuels dès lors que le budget annuel de l'association est supérieur à 150 000 € et qu'elle reçoit une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 €. Les administrateurs de l'association PEP ATLANTIQUE ANJOU ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature. Par ailleurs, l'association n'a qu'un cadre dirigeant au sens de l'article L212-15-1 du Code du travail et il a été convenu de ne pas publier cette information pour des raisons de confidentialité.

## 6.2 Engagements retraite

Le montant des engagements de retraite au 31/12/2024 est calculé suivant la méthode rétrospective prorata temporis et repose sur les hypothèses suivantes (N/N-1):

- ✓ Hypothèses générales :
  - Probabilité de présence des salariés au moment du départ en retraite
  - Taux d'évolution des salaires
  - Actualisation financière
  - Table de vie TV 88/90 : table de mortalité en vigueur à la date de simulation
  - Mise à la retraite à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans
- ✓ Hypothèses de calcul retenues :
  - Taux d'évolution des salaires : 1.80%/1.80 %
  - Taux d'actualisation : 3.38%/3,17 %
  - Taux de charges sociales : 58%/58 %
  - Convention collective applicable : C.C.N Eclat

Compte tenu de ces hypothèses, le montant des engagements de retraite de l'Association vis-à-vis des membres de son personnel s'élève au 31/12/2024, à la somme de 329 379 €.

Cet engagement n'est pas comptabilisé à l'exception du SAMNA pour 50 255€, qui est dans un cadre comptable spécifique.

Ainsi, **le montant de l'engagement hors bilan s'élève à 279 124 €.**



## 6.3 Engagements financiers

### **Plusieurs emprunts ont des garanties :**

- Les emprunts souscrits en 2019 auprès de la Banque Populaire Grand Ouest pour l'achat du Domaine de La Ducherais et la construction des Maisons André Lafargue :
  - Montant 1 700 000 € pour une durée de 10 ans, capital restant dû au 31/12/2024 de 1 028 063 €
  - Montant de 2 200 000 € pour une durée de 20 ans, capital restant dû au 31/12/2024 de 2 185 498 €

*Garantie : caution à hauteur de : 100 % CONSEIL DEPARTEMENTAL LOIRE ATLANTIQUE*

- L'emprunt souscrit en 2023 auprès du Crédit Mutuel de 2 100 000 € pour l'achat de La Marjolaine, d'un montant de 1 905 226 € au 31/12/2024, pour une durée de 20 ans

*Garantie : caution à hauteur de : 100 % CONSEIL DEPARTEMENTAL LOIRE ATLANTIQUE*

## 7 Informations relatives à l'effectif

Les effectifs se détaillent de la façon suivante :

	31/12/2023		31/12/2024	
	ETP	EFFECTIF	ETP	EFFECTIF
CDD et autres contrats	18,6	49	24,5	36
CDI	128,0	148	131,0	150
<b>TOTAL</b>	<b>146,6</b>	<b>197</b>	<b>155,5</b>	<b>186</b>